

## **Ozaki, Kuniko (Japon)**

[Original : anglais]

### **Renseignements personnels**

Date de naissance : 20 février 1956

Lieu de naissance : Japon

### **Études supérieures**

Diplômée de l'Université de Tokyo (1978)

Maîtrise de l'Université d'Oxford (1982)

### **Fonctions exercées actuellement**

Professeur à l'Institut national des hautes études pour les études politiques, versée dans l'enseignement du droit international, du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme.

Assistante spéciale auprès du Ministère des affaires étrangères et ambassadeur chargée de la Convention sur la diversité biologique.

### **Pratique du droit**

Avril 2009 – Assistante spéciale auprès du Ministère des affaires étrangères.  
aujourd'hui

Ambassadeur chargée de la Convention sur la diversité biologique. Chargée de négocier et de préparer la Dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (2010).

2006 – 2009 Directrice de la Division des traités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

En qualité de conseiller juridique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, responsable, entre autre, de l'assistance apportée à des États au stade de la ratification et de la mise en œuvre de traités internationaux entrant en ligne de compte, y compris la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que de l'élaboration de la législation interne en matière de drogues, de crime et de terrorisme ; de l'assistance technique, y compris l'enseignement et la formation dispensés à des juges et procureurs de pays en développement, ainsi que de l'institution de l'état de droit et de systèmes nationaux de justice pénale dans des pays sortant d'un conflit.

2004 – 2006 Ministre, Mission permanente du Japon auprès des organisations internationales sises à Vienne ; chef des sections chargées de l'Agence internationale de l'énergie atomique et du Groupe des fournisseurs nucléaires.

En tant que chef des sections chargées de l'Agence internationale de l'énergie atomique et du Groupe des fournisseurs nucléaires, elle s'est occupée des questions relatives à la non-prolifération et a été chargée des négociations aux

fins de la révision de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.

1991 – 2001 Directrice de la division des droits de l’homme et des questions humanitaires au Ministère des affaires étrangères.

En tant que directrice, responsable des questions humanitaires et des questions concernant les droits de l’homme, y compris des questions ayant trait à la problématique hommes-femmes. Chargée, entre autre, de préparer la ratification et la mise en œuvre des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels. A dirigé la délégation du Japon à l’occasion de réunions consacrées aux droits de l’homme au sein des Nations Unies, y compris la vingt-troisième session spéciale de l’Assemblée générale qui portait sur le thème suivant : «Les femmes en l’an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle», en juin 2000. Responsable également des questions afférentes aux crimes internationaux, à la criminalité transnationale, à la drogue et à la traite des êtres humains. A dirigé les négociations portant sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et sur la Convention sur la cybercriminalité.

1998 – 1999 Directrice de la division des réfugiés au sein du Bureau de l’immigration du Ministère de la Justice.

Parmi ses principales fonctions et responsabilités, figuraient la définition du statut de réfugié conformément à la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés ainsi que les questions concernant l’immigration illégale et la traite des êtres humains.

1995 – 1998 Spécialiste auprès du Bureau des affaires pénales du Ministère de la Justice.

A pris une part très active, comme membre de la délégation du Japon, aux négociations de traités portant sur des questions liées à la criminalité, y compris la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale. Responsable de la législation et de l’application du droit interne en matière de crimes liés à la drogue, de criminalité organisée, de blanchiment d’argent, de terrorisme et d’immigration illégale, conformément aux conventions internationales pertinentes, et a participé à la rédaction des principales lois en ces domaines. A été également appelée à donner son avis, à propos de cas d’espèce, sur l’application de la législation interne sur les crimes liés à la drogue. A contribué à l’élaboration des «Stratégies et mesures concrètes types relatives à l’élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale», en qualité de membre de la délégation du Japon en 1997.

1993 – 1995 Première secrétaire, Mission permanente du Japon auprès de l’Organisation des Nations Unies.

Responsable principalement des questions relevant de la Sixième Commission (questions juridiques) de l’Assemblée générale des Nations Unies. Parmi les principales questions, parmi d’autres sujets concernant le droit international, figuraient les négociations sur le Statut de Rome, la Déclaration sur le terrorisme,

les débats portant sur la Cour internationale de Justice, la Commission du droit international et la révision de la Charte des Nations Unies.

1992 – 1993 Première adjointe du directeur, Division des questions économiques et environnementales, Bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères.

Parmi ses principales fonctions et responsabilités, figuraient les questions relatives au développement durable, concept qui commençait à être reconnu comme un des principes inspirant le système des Nations Unies, la préparation de la Conférence de Rio, et la ratification par le Japon de la Convention de Bâle.

1986 – 1989 Directrice adjointe, Division des affaires océaniques, Ministère des affaires étrangères.

Responsable, notamment, des négociations commerciales dans les domaines des produits tirés de l'agriculture et de la pêche, de l'application de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et des accords commerciaux bilatéraux relatifs à ces produits. A pris part également au début des négociations visant à créer l'Association de coopération économique Asie-Pacifique.

1982 – 1986 Directrice adjointe, Division des affaires juridiques, Bureau des traités, Ministère des affaires étrangères.

Parmi ses principales responsabilités, figuraient les questions relatives à la juridiction pénale, au droit des traités, au droit international économique et au droit de la mer.

A pris part et a contribué, notamment, en leurs diverses phases, à la négociation, au processus de ratification et à la mise en œuvre de nombreux traités et conventions, y compris les traités et conventions suivants :

- Statut de Rome de la Cour pénale internationale ;
- Conventions en matière de droits de l'homme ;
- Conventions de Genève et Protocoles additionnels ;
- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ;
- Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- Traités relatifs au terrorisme ;
- Traités relatifs à l'environnement.

A pris part aussi à de nombreuses autres conférences et réunions internationales en tant qu'orateur principal, conférencier, membre d'un comité et intervenant, et a contribué également à des publications des Nations Unies.

### **Pratique universitaire**

Longue expérience de l'enseignement du droit, en ayant conduit des recherches et enseigné en tant que professeur dans les institutions mentionnées ci-après. Versée principalement dans l'enseignement des matières suivantes : droit pénal international, droit des droits de l'homme, y compris les questions ayant trait notamment à la Cour pénale internationale, aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité, au terrorisme, à la criminalité organisée et à la corruption.

2009 – aujourd’hui	Professeur à l’Institut national des hautes études pour les études politiques.
2001 – 2004	Professeur de droit international, Faculté de droit de l’Université Tohoku.
2003 – 2004	Professeur, Faculté de l’Université de Kobe.

### **Publications pertinentes (en japonais)**

#### Livres

- *International Human Rights Law and International Criminal law* (Shinzansha, 2004).
- *International Law (Bridge-book Series)* (Shinzansha, 2003, co-auteur (2<sup>ème</sup> édition, 2009)).

#### Traité

- “UN Convention against Transnational Organized Crime”, *Gendai Keijiho*, vol. 9, (2007).
- “Gender as the mainstream in the United Nations”, dans : Toshiya Ueki & Hiroyuki Tosa (sous la direction de), *International Law, International Relations and Gender* (Tohoku University Press, 2007).
- “Punishment of war crimes in Japan”, dans : Shinya Murase & Akira Mayama (sous la direction de), *International Law of Armed Conflicts* (Toshindo, 2006).
- “Exemption of penalties on illegal entry of refugees coming directly from a territory where their life or freedom was threatened”, dans : *Jurisuto Important Cases in 2002*, (Yuhikaku, 2003).
- “Punishment of human rights violators in international law”, dans: Yozo Yokota (sous la dir. de), *Contemporary International Law and the United Nations, Human Rights and International Tribunals* (Kokusai Shoin, 2003).
- “The scope of national criminal jurisdiction over violations of human rights”, *Kokusaiho Gaiko Zassi*, vol. 102-1 (2003).
- “International framework to fight against trafficking of children”, *Hougaku Seminar*, 2003-1 (2003).
- “Major work of the Human Rights Commission in 2000”, *Kokusai Jinken*, vol. 12 (2001).
- “Transnational Organized Crime – Japan and the G8 Summit Meeting 2000”, *Gaiko Forum* 2000-8 (2000).
- “Supreme Court (3<sup>rd</sup> Bench) Decision on 18 October 1996 – Legality of undercover operations in drug crimes investigations”, *Horitsu no Hiroba*, 1997-7 (1997).
- “Osaka District Court Judgment on 22 September 1995 – Controlled delivery and Custom Law”, *Kenshu*, vol. 578 (1996).

- “Problems in the application of Article 8 of the Drug Special Law”, *Kenshu*, vol. 581 (1996).

**Langues**

Japonais (langue maternelle)  
English (maîtrise de la langue)  
Français (bonne connaissance)

\*\*\*